

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

F. 2001 — 1929

[C — 2001/11267]

**10 JUIN 2001. — Arrêté royal
relatif à l'exploitation des attractions**

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le présent projet vise essentiellement à établir des principes de sécurité auxquels les attractions et l'exploitation de celles-ci doivent répondre.

Commentaire des articles

Les adaptations nécessaires ont été apportées au projet d'arrêté royal soumis à la signature, conformément à l'avis du Conseil d'Etat.

Sur un point, à savoir l'article 3, l'avis du Conseil d'Etat, n'a toutefois pas été suivi.

L'article 3 du projet prévoit que les attractions ne peuvent être exploitées que si elles satisfont à l'obligation générale de sécurité et à certains principes de sécurité.

Une analyse de risques doit être effectuée pour démontrer le respect de ces règles.

Cependant, si l'attraction est en conformité avec une norme européenne, cette analyse de risques ne doit pas être effectuée car l'attraction est alors supposée satisfaire à l'obligation générale de sécurité.

Ainsi, comme le prévoit l'article 3 de la loi du 9 février 1994 relative à la sécurité des consommateurs, il est tenu compte des normes européennes lors de l'examen du respect de l'obligation générale de sécurité.

Cela n'empêche de prendre des mesures lorsque l'attraction comporte un risque pour la sécurité des consommateurs.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

La Ministre de la Protection de la consommation,
Mme M. AELVOET

AVIS 30.817/1 DE LA SECTION
DE LEGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par la Ministre de la Protection de la consommation, le 23 octobre 2000, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'exploitation des attractions", a donné le 8 février 2001 l'avis suivant :

Portée et fondement légal du projet

1. Le projet soumis pour avis vise essentiellement à établir des principes de sécurité auxquels les attractions et l'exploitation de celles-ci doivent répondre.

2. Selon le délégué du gouvernement, le fondement légal n'est pas recherché dans la loi du 29 juin 1990 relative à la sécurité des jouets parce que l'exploitation d'attractions est un service, de sorte qu'il n'est pas question de la mise sur le marché de produits réglée par la loi précitée.

C'est à juste titre que le projet recherche son fondement légal dans la loi du 9 février 1994 relative à la sécurité des consommateurs, plus précisément dans l'article 4 de cette loi, qui prévoit qu'"en vue d'assurer la protection du consommateur quant à sa sécurité ou sa santé, conformément à l'article 2, le Roi [...] fixe par produit ou catégorie de produits, les conditions dans lesquelles la fabrication, l'importation, la transformation, l'exportation, l'offre, la vente, la distribution même à titre gratuit, la location, la détention, l'étiquetage, le conditionnement, la circulation ou le mode d'utilisation de ces produits sont interdits ou réglementés ainsi que les conditions d'hygiène et de salubrité qui doivent être observées".

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 2001 — 1929

[C — 2001/11267]

**10 JUNI 2001. — Koninklijk besluit
betreffende de uitbating van attractietoestellen**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het voorliggend ontwerp strekt er in hoofdzaak toe veiligheidsbeginselen vast te stellen waaraan attractietoestellen en de uitbating ervan moeten voldoen.

Commentaar bij de artikelen

In het ter ondertekening voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit werden de nodige aanpassingen aangebracht, overeenkomstig het advies van de Raad van State.

Op één punt, namelijk wat betreft artikel 3, wordt het advies van de Raad van State evenwel niet opgevolgd.

In artikel 3 van het ontwerp wordt gesteld dat attractietoestellen slechts mogen worden uitgebaat indien wordt voldaan aan de algemene veiligheidsverplichting en aan bepaalde veiligheidsbeginselen.

Om aan te tonen dat hieraan wordt voldaan dient een risicoanalyse te worden uitgevoerd.

Indien echter het attractietoestel in overeenstemming is met een Europese norm, dan dient een dergelijke risicoanalyse niet te worden uitgevoerd, daar dan het vermoeden bestaat dat het attractietoestel voldoet aan de algemene veiligheidsverplichting.

Aldus wordt, zoals bepaald in artikel 3 van de wet van 9 februari 1994 betreffende de veiligheid van de consumenten, bij de toetsing van de algemene veiligheidsverplichting rekening gehouden met de Europese normen.

Dit belet niet dat er maatregelen worden getroffen indien het attractietoestel toch gevaar oplevert voor de veiligheid van de consumenten.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,

Van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Consumentenzaken,
Mevr. M. AELVOET

ADVIES 30.817/1 VAN DE AFDELING
WETGEVING VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 23 oktober 2000 door de Minister van Consumentenzaken verzocht haar van advies te dienen over een ontwerp van koninklijkbesluit "betreffende de uitbating van attractietoestellen", heeft op 8 februari 2001 het volgende advies gegeven :

Strekking en rechtsgrond van het ontwerp

1. Het om advies voorgelegde ontwerp strekt er in hoofdzaak toe veiligheidsbeginselen vast te stellen waaraan attractietoestellen en de uitbating ervan moeten voldoen.

2. Volgens de gemachtigde van de regering wordt voor de rechtsgrond geen beroep gedaan op de wet van 29 juni 1990 betreffende de veiligheid van speelgoed omdat het uitbaten van attractietoestellen een dienst is, zodat het niet gaat om het op de markt brengen van producten, wat door voormelde wet wordt geregeld.

Terecht wordt voor het ontwerp rechtsgrond gezocht in de wet van 9 februari 1994 betreffende de veiligheid van de consumenten, meer bepaald in artikel 4 van die wet. Luidens dat artikel bepaalt de Koning, "met het oog op de bescherming van de veiligheid of de gezondheid van de consument overeenkomstig artikel 2, [...] per produkt of categorie van produkten, de voorwaarden waaronder de vervaardiging, de invoer, de verwerking, de uitvoer, het aanbod, de verkoop, de verdeling zelfs kosteloos, de verhuring, het bezit, de etikettering, het verpakken, de omloop of de gebruikswijze van deze produkten verboden of gereguleerd zijn alsmede de voorwaarden inzake hygiëne en gezondheid die moeten worden in acht genomen".

Examen du texte

Observations préalables

Les titres intercalaires figurant dans le projet doivent être supprimés ou précédés de la mention "chapitre premier", "chapitre II", etc.

Préambule

1. Au deuxième alinéa du préambule, il y aurait lieu d'indiquer la modification subie par la directive 98/34/CE en y ajoutant les termes ", modifiée par la directive 98/48/CE du 20 juillet 1998;".

2. La loi du 9 février 1994 ne fixant pas elle-même le délai dans lequel la Commission de la sécurité des consommateurs doit donner son avis, mais laissant ce soin au ministre, mieux vaudrait écrire au troisième alinéa du préambule : "... et l'absence d'avis dans le délai fixé par le ministre, conformément à l'article 4 de la loi du 9 février 1994 relative à la sécurité des consommateurs".

3. Il y a lieu de supprimer les cinquième et sixième alinéas du préambule, l'avis n'étant pas demandé en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

On les remplacera par la formule générale qu'il y a lieu d'utiliser pour les demandes d'avis sans délai, à savoir :

« Vu l'avis 30.817/1 du Conseil d'Etat, donné le 8 février 2001; ».

Article 1^{er}

1. Mieux vaudrait rédiger la phrase introductive du texte néerlandais de l'article 1^{er} du projet comme suit :

« Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder : ».

2. Selon l'article 1^{er}, 2°, du projet, il faut entendre par "le Ministre" : "le Ministre qui a la protection de la sécurité des consommateurs dans ses attributions". Dans la loi du 9 février 1994, il est cependant chaque fois fait usage de la définition "Ministre ayant la consommation dans ses attributions". Cette définition doit également figurer dans le projet.

3. Au 5°, il y a lieu, dans le texte néerlandais, de remplacer le mot "uitbater" par "exploitant". Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

Article 2

Dans le texte néerlandais de l'article 2 du projet, le passage "bij redelijkerwijs te verwachten gebruik" ne correspond pas au texte français ("en cas d'utilisation raisonnablement prévisible"). Comme l'a indiqué le délégué du gouvernement, il serait préférable que les deux textes reproduisent les termes de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 9 février 1994, à savoir : "dans les conditions normales d'utilisation ou dans d'autres conditions raisonnablement prévisibles".

Article 3

1. L'"obligation générale de sécurité" dont il est question à l'article 3, § 1^{er}, premier tiret, du projet procédant de la loi du 9 février 1994, il serait préférable de rédiger le texte comme suit :

« — à l'obligation générale de sécurité prévue à l'article 2 de la loi et ».

2. Il est suggéré de rédiger le texte du deuxième tiret comme suit :

« — aux principes de sécurité concernant la conception et la fabrication qui sont énumérés dans l'annexe du présent arrêté ».

3. L'article 3, § 3, alinéa 1^{er}, du projet reproduit en partie ce qui résulte déjà de l'article 3 de la loi du 9 février 1994. Or, si la loi prévoit que les normes non obligatoires serviront de pierre de touche pour vérifier la conformité d'un produit ou d'un service à l'exigence générale de sécurité, alors que cette conformité n'empêche pas que des mesures soient prises si le produit ou le service se révèle néanmoins dangereux pour la santé et la sécurité des consommateurs, le projet tend pour sa part à instaurer la présomption que les attractions qui sont conformes avec la norme non obligatoire, satisfont "à l'obligation générale de sécurité et/ou (aux) principes de sécurité" (1). Ce faisant, le projet va au-delà de ce que permet la loi, puisque celle-ci juge qu'un contrôle de la conformité est indispensable, alors qu'en renversant la charge de la preuve, le projet rend plus difficile ce contrôle de la conformité. Il conviendrait par conséquent de distraire du projet l'article 3, § 3, alinéa 1^{er}.

(1) On ne peut au demeurant déterminer la portée exacte des termes « principes de sécurité ».

Onderzoek van de tekst

Voorafgaande opmerkingen

De tussentitels die in het ontwerp voorkomen, moeten hetzij worden weggelaten, hetzij worden aangevuld met de vermelding "hoofdstuk I", "hoofdstuk II", enzovoort.

Aanhef

1. In het tweede lid van de aanhef dient te worden vermeld dat richtlijn 98/34/EG gewijzigd is, door het lid aan te vullen met de woorden ", gewijzigd bij de richtlijn 98/48/EG van 20 juli 1998;".

2. Omdat de wet van 9 februari 1994 niet zelf de termijn vaststelt waarbinnen de Commissie voor de veiligheid van de consumenten haar advies dient te geven, maar dat aan de minister overlaat, kan men in het derde lid van de aanhef beter schrijven : "... en gelet op het feit dat geen advies is vertrekt binnen de termijn bepaald door de minister overeenkomstig artikel 4 van de wet van 9 februari 1994 betreffende de veiligheid van de consumenten".

3. Het vijfde en het zesde lid van de aanhef dienen te worden geschrapt, omdat het advies niet wordt gevraagd met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

In plaats daarvan moet de algemene formule voor adviesaanvragen zonder termijn komen :

« Gelet op het advies 30.817/1 van de Raad van State, gegeven op 8 februari 2001; ».

Artikel 1

1. De inleidende volzin van artikel 1 van het ontwerp kan men beter als volgt redigeren :

« Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder : ».

2. Luidens artikel 1, 2°, van het ontwerp wordt onder "de Minister" verstaan "de Minister tot wiens bevoegdheden de bescherming van de veiligheid van de consumenten behoort". In de wet van 9 februari 1994 wordt echter telkens de omschrijving "de Minister tot wiens bevoegdheid het verbruik behoort" gebruikt. Die omschrijving dient ook in het ontwerp te worden overgenomen.

3. In de Nederlandse tekst van 5° vervange men het woord "uitbater" door "exploitant". Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

Artikel 2

De zinsnede "bij redelijkerwijs te verwachten gebruik", in de Nederlandse tekst van artikel 2 van het ontwerp, stemt niet overeen met de Franse tekst ("en cas d'utilisation raisonnablement prévisible"). Zoals aangegeven door de gemachtigde van de regering neemt men in beide teksten beter de bewoordingen uit artikel 2, § 1, eerste lid, van de wet van 9 februari 1994 over, namelijk "onder normale gebruiksvoorwaarden of onder andere, door de producent voorzienbare voorwaarden".

Artikel 3

1. Aangezien de "algemene veiligheidsverplichting" vermeld in artikel 3, § 1, eerste gedachtestreepje, van het ontwerp, volgt uit de wet van 9 februari 1994, kan men de tekst beter als volgt redigeren :

« — aan de algemene veiligheidsverplichting bepaald in artikel 2 van de wet en ».

2. Er wordt ter overweging gegeven de tekst bij het tweede gedachtestreepje te stellen als volgt :

« — aan de veiligheidsbeginselen inzake ontwerp en vervaardiging, opgesomd in de bijlage bij dit besluit ».

3. In artikel 3, § 3, eerste lid, van het ontwerp wordt ten dele herhaald wat reeds volgt uit artikel 3 van de wet van 9 februari 1994. Doch waar in de wet wordt bepaald dat de niet-verplichte normen als toetssteen zullen worden gebruikt om na te gaan of een product of een dienst voldoet aan de algemene veiligheidsvereiste, terwijl het voldoen eraan niet belet dat maatregelen worden getroffen indien het product of de dienst toch gevaar oplevert voor de gezondheid en de veiligheid van de consumenten, beoogt het ontwerp het vermoeden in te voeren dat attractietoestellen die overeenstemmen met de niet-verplichte norm voldoen aan de "algemene veiligheidsverplichting en/of veiligheidsbeginselen" (1). Aldus gaat het ontwerp verder dan de wet toelaat, aangezien de wet een toetsing nodig acht, terwijl in het ontwerp die toetsing door de omkering van de bewijslast wordt bemoeilijkt. Artikel 3, § 3, eerste lid, dient derhalve uit het ontwerp te worden weggelaten.

(1) Het is overigens niet duidelijk waarop de term « veiligheidsbeginselen » precies slaat.

4. Un ministre a le pouvoir de communiquer des informations au moyen d'une publication au *Moniteur belge*, sans qu'une habilitation spéciale soit requise à cet effet. En outre, l'alinéa 2 de l'article 3, § 3, du projet se situe dans la continuité de l'alinéa 1er à supprimer, de sorte qu'il est extrêmement douteux que l'alinéa 2 en question puisse également être maintenu.

Article 6

Dans le texte néerlandais de l'article 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, on remplacera le mot "tenminste" par les mots "ten minste".

Article 7

Attribuer au ministre la compétence d'imposer des conditions complémentaires, soit par conséquent, une compétence normative, n'est pas conforme aux dispositions de l'article 4, alinéa 1^{er}, de la loi du 9 février 1994, qui dispose en effet que cette compétence revient au Roi "sur proposition du Ministre ayant la consommation dans ses attributions". Ainsi, le législateur a rendu la délégation de compétences normatives impossible, même pour l'élaboration de règles complémentaires et accessoires. Par conséquent, l'article 7 du projet ne peut pas être maintenu.

Article 10

A l'article 10 du projet, mieux vaudrait écrire :

« L'exploitant informe immédiatement le service administratif désigné par le ministre, en exécution de l'article 7 de la loi, de... » .

Article 11

1. Dans la phrase introductive de l'article 11, les mots "aux dispositions applicables du" peuvent être supprimés. On écrira dans le texte français : "par dérogation au présent arrêté".

2. A l'article 11, 1°, a), du projet, les mots "article 3, alinéa 2" devront être remplacés par "article 3, § 2".

3. Il est question d'un "programme de régularisation" tant à l'article 11, 1°, d), du projet qu'au 2°, a), du même article. Afin de pouvoir mieux apprécier la portée exacte de l'obligation imposée par les dispositions précitées, il y aurait lieu de définir plus précisément la teneur de ce programme de régularisation.

Article 13

L'exécution de la réglementation n'étant pas limitée dans le temps, il convient de ne pas désigner personnellement le ministre dans l'exécutoire, c'est-à-dire en faisant usage du titre qui figure dans son arrêté de nomination, mais de confier l'exécution au ministre qui a, et qui aura la matière réglée par l'arrêté dans ses attributions. L'article 4 de la loi du 9 février 1994 attribuant cette compétence au "Ministre ayant la consommation dans ses attributions", il est dès lors recommandé de rédiger comme suit l'article 13 du projet :

« Le ministre qui a la consommation dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté ».

La chambre était composée de :

MM. :

M. Van Damne, président de chambre;

J. Baert et J. Smets, conseillers d'Etat;

G. Schrans et E. Wymeersch, assesseurs de la section de législation;

Mme A. Beckers, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. J. Baert.

Le rapport a été présenté par M. P. Depuydt, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. E. Vanherck, référendaire.

Le greffier,

A. Beckers.

Le président,

M. Van Damme.

4. Een minister heeft de bevoegdheid door een publicatie in het *Belgisch Staatsblad* inlichtingen mede te delen; daarvoor is geen specifieke machtiging nodig. Daarenboven wordt in het tweede lid van artikel 3, § 3, van het ontwerp voortgebouwd op het te schrappen eerste lid, zodat het zeer de vraag is of dat tweede lid kan behouden blijven.

Artikel 6

In artikel 6, § 1, eerste lid, vervange men in de Nederlandse tekst het woord "tenminste" door de woorden "ten minste".

Artikel 7

Het geven van de bevoegdheid om bijkomende voorwaarden op te leggen, dus van normerende bevoegdheid aan de minister is niet in overeenstemming met het bepaalde in artikel 4, eerste lid, van de wet van 9 februari 1994, waarin immers wordt gesteld dat die bevoegdheid de Koning toekomt "op voorstel van de Minister tot wiens bevoegdheid het verbruik behoort". Aldus heeft de wetgever het delegeren van normerende bevoegdheid, ook als het om het uitwerken van aanvullende en bijkomstige regels gaat, onmogelijk gemaakt. Artikel 7 van het ontwerp kan derhalve geen doorgang vinden.

Artikel 10

In artikel 10 van het ontwerp schrijve men beter :

« De exploitant licht de door de minister, ter uitvoering van artikel 7 van de wet, aangewezen administratieve dienst onmiddellijk in over... ».

Artikel 11

1. In de inleidende volzin van artikel 11 kunnen de woorden "de toepasselijke bepalingen van" worden geschrapt.

2. In artikel 11, 1°, a), van het ontwerp dienen de woorden "artikel 3, tweede lid" vervangen te worden door de woorden "artikel 3, § 2".

3. Zowel in artikel 11, 1°, d), van het ontwerp, als in 2°, a), van hetzelfde artikel is sprake van een "regularisatieprogramma". Om de juiste draagwijdte van de door voormelde bepalingen opgelegde verplichting beter te kunnen inschatten, zou de inhoud van dit regularisatieprogramma nader moeten worden omschreven.

Artikel 13

Aangezien de uitvoering van de regeling moet voortduren, behoort de minister niet persoonlijk te worden aangewezen in de uitvoeringsbepaling, dat wil zeggen met de tituluur vermeld in het benoemingsbesluit, maar moet diegene die bevoegd is en bevoegd zal zijn voor de aangelegenheid die in het besluit geregeld wordt, met de uitvoering worden belast. Het verdient daarom aanbeveling artikel 13 van het ontwerp, gelet op het feit dat artikel 4 van de wet van 9 februari 1994 bevoegdheid toekent aan "de Minister tot wiens bevoegdheid het verbruik behoort", als volgt te redigeren :

« De minister bevoegd voor het verbruik is belast met de uitvoering van dit besluit ».

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

M. Van Damme, kamervoorzitter,

J. Baert en J. Smets, staatsraden;

G. Schrans en E. Wymeersch, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. A. Beckers, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J. Baert.

Het verslag werd uitgebracht door de heer P. Depuydt, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer E. Vanherck, referendaris.

De griffier,

A. Beckers.

De voorzitter,

M. Van Damme.

**10 JUNI 2001. — Arrêté royal
relatif à l'exploitation des attractions**

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 9 février 1994 relative à la sécurité des consommateurs, notamment l'article 4;

Considérant que les formalités, prescrites par la directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information, ont été accomplies, modifiée par la directive 98/48/CE du 20 juillet 1998;

Vu la demande adressée le 7 juillet 1999 à la Commission de la Sécurité des Consommateurs et l'absence d'avis dans le délai fixé par la Ministre de la Protection de la consommation, conformément à l'article 4 de la loi du 9 février 1994 relative à la sécurité des consommateurs;

Vu le fait que la Ministre de la Protection de la consommation a entendu les producteurs le 23 juin 2000;

Vu l'avis 30.817/1 du Conseil d'Etat, donné le 8 février 2001;

Considérant que la normalisation prend une place importante dans la sécurité des produits et des services et que le respect des normes constituent une présomption de conformité à l'obligation générale de sécurité;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Protection de la consommation,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° la loi : la loi du 9 février 1994 relative à la sécurité des consommateurs;

2° installation : la mise en place des produits disposés de façon telle à pouvoir fonctionner ensemble;

3° attraction : une installation permanente à des fins d'amusement ou de délasserment, pour la propulsion de personnes et actionnée par une source d'énergie non humaine;

4° exploitant : tout producteur ou distributeur au sens de l'article 1^{er} de la loi, qui met une attraction à la disposition directe des consommateurs;

5° accident grave : un accident mortel ou un accident qui engendre ou peut engendrer une lésion permanente;

6° incident grave : un incident qui donne lieu ou pourrait donner lieu à un accident grave.

CHAPITRE II. — *Conditions d'exploitation*

Art. 2. L'exploitant veille à ce que l'attraction soit installée, montée, soumise à épreuve, inspectée, entretenue, pourvue d'inscriptions de façon à ce qu'il n'y ait pas de danger pour la sécurité des utilisateurs ou de tiers, dans les conditions normales d'utilisation ou dans d'autres conditions raisonnablement prévisibles par l'exploitant.

Art. 3. § 1^{er}. Une attraction peut uniquement être exploitée lorsqu'elle satisfait :

— à l'obligation générale de sécurité prévue à l'article 2 de la loi et

— aux principes de sécurité concernant la conception et la fabrication qui sont énumérés dans l'annexe du présent arrêté.

§ 2. Pour démontrer qu'une attraction satisfait à l'obligation générale de sécurité, l'exploitant, assisté éventuellement de tiers, est tenu d'effectuer une analyse de risques.

Cette analyse de risques comporte successivement :

1° l'identification des dangers, mentionnés au point 2 de l'annexe au présent arrêté, présents sur l'attraction et pendant son exploitation;

2° la détermination et la description précise des risques correspondants pour la sécurité des utilisateurs et des tiers pendant l'exploitation de l'attraction;

3° l'évaluation de ces risques.

**10 JUNI 2001. — Koninklijk besluit
betreffende de uitbating van attractietoestellen**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 9 februari 1994 betreffende de veiligheid van de consumenten, inzonderheid op artikel 4;

Overwegende dat werd voldaan aan de formaliteiten bepaald in de Richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij, gewijzigd bij de Richtlijn 98/48/EG van 20 juli 1998;

Gelet op de aanvraag die op 7 juli 1999 bij de Commissie voor de Veiligheid van de Consumenten is ingediend en gelet op het feit dat geen advies is verstrekt binnen de termijn bepaald door de Minister van Consumentenzaken, overeenkomstig artikel 4 van de wet van 9 februari 1994 betreffende de veiligheid van de consumenten;

Gelet op het feit dat de Minister van Consumentenzaken de producenten heeft gehoord op 23 juni 2000;

Gelet op het advies 30.817/1 van de Raad van State, gegeven op 8 februari 2001;

Overwegende dat de normalisatie een belangrijke plaats inneemt bij de veiligheid der producten en diensten en dat de naleving van de normen een vermoeden van overeenstemming met de algemene veiligheidsverplichting vormt;

Op de voordracht van Onze Minister van Consumentenzaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de wet : de wet van 9 februari 1994 betreffende de veiligheid van de consumenten;

2° installatie : een gezamenlijke constructie van producten zodanig opgesteld dat zij in samenhang functioneren;

3° attractietoestel : een permanente installatie bestemd voor vermaak of ontspanning, ter voortbeweging van personen, en aangedreven door een niet-menselijke energiebron;

4° uitbater : elke producent of distributeur in de zin van artikel 1 van de wet, die een attractietoestel rechtstreeks ter beschikking van de consumenten stelt;

5° ernstig ongeval : een dodelijk ongeval of een ongeval dat een blijvend letsel veroorzaakt of zou kunnen veroorzaken;

6° ernstig incident : een incident dat aanleiding geeft of zou kunnen geven tot een ernstig ongeval.

HOOFDSTUK II. — *Uitbatingvoorwaarden*

Art. 2. De uitbater zorgt ervoor dat het attractietoestel zodanig is geïnstalleerd, gemonteerd en zodanig is beproefd, geïnspecteerd en onderhouden en zodanig van opschriften is voorzien, dat er onder normale gebruiksvoorwaarden of onder andere, door de uitbater voorzienbare voorwaarden, geen gevaar voor de veiligheid van de gebruikers of derden bestaat.

Art. 3. § 1. Een attractietoestel mag slechts worden uitgebaat indien wordt voldaan :

— aan de algemene veiligheidsverplichting bepaald in artikel 2 van de wet en

— aan de veiligheidsbeginselen inzake ontwerp en vervaardiging, opgesomd in de bijlage bij dit besluit.

§ 2. Om aan te tonen dat een attractietoestel voldoet aan de algemene veiligheidsverplichting dient door de uitbater, eventueel bijgestaan door derden, een risicoanalyse te worden uitgevoerd.

Deze risicoanalyse bestaat achtereenvolgens uit :

1° het identificeren van de gevaren, vermeld in punt 2 van de bijlage bij dit besluit, die bij het attractietoestel en tijdens de uitbating ervan aanwezig zijn;

2° het vaststellen en nader bepalen van de overeenkomstige risico's voor de veiligheid van de gebruikers en derden tijdens de uitbating van het attractietoestel;

3° het evalueren van deze risico's.

§ 3. Une attraction en conformité avec une norme non obligatoire qui transpose une norme européenne ou, lorsqu'elle existe, une spécification technique communautaire, contenant une ou plusieurs exigences de sécurité en matière de sécurité des attractions, est supposée, pour les aspects de dangers y afférents, satisfaire à l'obligation générale de sécurité et/ou aux principes de sécurité.

Art. 4. Sur la base de l'analyse de risques effectuée, l'exploitant, assisté éventuellement de tiers, établit des mesures préventives et les applique pendant la mise en place et l'exploitation de l'attraction.

Ces mesures préventives comprennent notamment :

- des mesures techniques;
- des mesures d'organisation;
- une surveillance;
- une information.

Art. 5. § 1^{er}. L'exploitant, assisté éventuellement de tiers, dresse un schéma d'inspection et d'entretien de l'attraction.

Ce schéma a trait au moins :

- à la vérification régulière;
- à l'entretien;
- aux contrôles périodiques.

§ 2. Les contrôles périodiques sont effectués au moins une fois par an par un organisme qui satisfait aux exigences suivantes :

1° être accrédité par le système belge d'accréditation, institué par l'arrêté royal du 22 décembre 1992 portant création d'un système d'accréditation des laboratoires d'essais et des organismes de contrôle et en fixant les procédures et les conditions d'accréditation conformément aux critères des normes de la série NBN-EN 45000, ou être accrédité par une organisation équivalente, ou satisfaire à une réglementation nationale d'un pays qui est partie à la convention EEE et qui impose le respect de critères offrant des garanties équivalentes à celles du système belge d'accréditation précité;

2° être indépendant, au niveau des cadres et du personnel technique, dans l'exécution des essais, la rédaction des rapports et la remise des attestations, à l'égard de tous les milieux, groupements et personnes qui ont des intérêts directs ou indirects dans l'exploitation des attractions.

Art. 6. § 1^{er}. Les avertissements et les inscriptions concernant l'utilisation sûre de l'attraction doivent au moins être rédigés dans la ou les langue(s) de la région linguistique où se trouve l'attraction.

Ces avertissements et inscriptions doivent être indiqués d'une façon bien lisible pour les utilisateurs et se trouver à un endroit bien visible et frappant pour les utilisateurs.

§ 2. Il est interdit de mentionner l'avertissement « Utilisation à vos risques et périls » ou tout autre avertissement similaire.

Art. 7. Les attractions qui ne sont pas conformes aux dispositions du présent arrêté peuvent être exposées et présentées à l'occasion de foires annuelles, d'expositions et lors de démonstrations à condition qu'il soit indiqué sur un panneau bien visible, dans la ou les langue(s) de la région, que les attractions concernées ne sont pas conformes au présent arrêté et qu'elles ne peuvent être exploitées avant qu'elles n'aient été rendues conformes aux dispositions du présent arrêté.

Lors de ces démonstrations, toutes les mesures de sécurité adéquates doivent être prises pour garantir la sécurité des personnes.

CHAPITRE III. — Surveillance

Art. 8. L'exploitant doit, à tout moment :

- pouvoir démontrer qu'une analyse de risques a été effectuée;
- pouvoir présenter les résultats de cette analyse de risques et les mesures préventives fixées sur cette base;
- pouvoir présenter le schéma d'inspection et d'entretien;
- pouvoir démontrer que ce schéma d'inspection et d'entretien est suivi correctement.

Art. 9. L'exploitant informe immédiatement le service administratif, désigné par le Ministre en exécution de l'article 7 de la loi, de tout incident grave et de tout accident grave survenu à un utilisateur ou à un tiers lors de l'exploitation d'une attraction.

§ 3. Een attractietoestel dat in overeenstemming is met een niet-verplichte norm waarin een Europese norm of, indien deze bestaat, een communautaire technische specificatie, is omgezet, die één of meer veiligheidseisen omvat betreffende de veiligheid van attractietoestellen, wordt, voor de desbetreffende gevaarsaspecten, vermoed te voldoen aan de algemene veiligheidsverplichting en/of veiligheidsbeginselen.

Art. 4. Op basis van de uitgevoerde risicoanalyse stelt de uitbater, eventueel bijgestaan door derden, preventiemaatregelen vast en past deze toe tijdens de opstelling en uitbating van het attractietoestel.

Deze preventiemaatregelen omvatten onder andere :

- technische maatregelen;
- organisatorische maatregelen;
- toezicht;
- informatieverstrekking.

Art. 5. § 1. De uitbater, eventueel bijgestaan door derden, stelt voor het attractietoestel een inspectie- en onderhoudsschema op.

Dit schema heeft ten minste betrekking op :

- het regelmatig nazicht;
- het onderhoud;
- de periodieke controles.

§ 2. De periodieke controles worden ten minste éénmaal per jaar uitgevoerd door een organisme dat voldoet aan volgende vereisten :

1° geaccrediteerd zijn door het Belgisch accreditatiesysteem, opgericht bij het koninklijk besluit van 22 december 1992 tot oprichting van een accreditatiesysteem van beproevingslaboratoria en keuringsinstellingen en tot vaststelling van de procedures en de voorwaarden voor accreditatie overeenkomstig de criteria van de normen van de reeks NBN-EN 45000 of geaccrediteerd zijn door een evenwaardige organisatie of voldoen aan een nationale regelgeving van een land die partij is bij de EER-overeenkomst en die de naleving oplegt van criteria die gelijkwaardige garanties bieden als het voormelde Belgisch accreditatiesysteem;

2° onafhankelijk zijn bij het uitvoeren van proeven, het opstellen van verslagen, het afgeven van verklaringen, van het kaderpersoneel en het technisch personeel ten aanzien van alle kringen, groeperingen en personen die rechtstreeks of onrechtstreeks belangen hebben bij het uitbaten van attractietoestellen.

Art. 6. § 1. Waarschuwingen en opschriften die betrekking hebben op het veilige gebruik van het attractietoestel moeten ten minste zijn opgesteld in de taal of de talen van het taalgebied waar het attractietoestel zich bevindt.

Deze waarschuwingen en opschriften moeten aangebracht worden onder een voor de gebruikers duidelijk leesbare vorm en op een voor de gebruikers zichtbare en opvallende plaats.

§ 2. Het vermelden van de waarschuwing « Gebruik op eigen risico » of elke andere gelijkaardige vermelding is verboden.

Art. 7. Attractietoestellen die niet in overeenstemming zijn met de bepalingen van dit besluit mogen op jaarbeurzen, exposities en bij demonstraties worden tentoongesteld en gedemonstreerd, mits op een zichtbaar bord, in de taal of de talen van het gebied, is aangegeven dat de betrokken attractietoestellen niet in overeenstemming zijn met dit besluit en dat zij niet uitgebaat mogen worden voordat ze in overeenstemming met de bepalingen van dit besluit zijn gebracht.

Bij deze demonstraties moeten alle passende veiligheidsmaatregelen worden genomen om de veiligheid van personen te waarborgen.

HOOFDSTUK III. — Toezicht

Art. 8. De uitbater dient, te allen tijde :

- te kunnen aantonen dat een risicoanalyse werd uitgevoerd;
- de resultaten van deze risicoanalyse en de op basis daarvan vastgestelde preventiemaatregelen beschikbaar te houden;
- het inspectie- en onderhoudsschema beschikbaar te houden;
- te kunnen aantonen dat dit inspectie- en onderhoudsschema op een correcte wijze wordt opgevolgd.

Art. 9. De uitbater licht de door de Minister ter uitvoering van artikel 7 van de wet, aangewezen administratieve dienst onmiddellijk in over elk ernstig incident en elk ernstig ongeval dat een gebruiker of derde overkomt tijdens de uitbating van een attractietoestel.

CHAPITRE IV. — *Mesures transitoires*

Art. 10. Pour les attractions qui sont déjà en service à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, ci-après dénommée cette date, l'exploitant, assisté éventuellement par des tiers, est tenu, par dérogation au présent arrêté,

1° au plus tard six mois après cette date :

a) de faire l'analyse de risques, telle que visée à l'article 3, § 2, du présent arrêté;

b) d'appliquer, pendant l'exploitation de l'attraction, les mesures préventives, telles que visées à l'article 4 du présent arrêté, qui avaient été fixées pour prévenir des risques graves pour lesquels une amélioration immédiate est requise;

c) d'établir un schéma d'inspection et d'entretien, tel que visé à l'article 5 du présent arrêté;

d) d'établir un programme de régularisation qui précise quelles mesures vont être prises;

2° au plus tard deux ans après cette date :

a) d'appliquer le programme de régularisation;

b) d'appliquer, pendant l'exploitation de l'attraction, les mesures préventives telles que visées à l'article 4 du présent arrêté;

c) de prévoir les avertissements et les inscriptions tels que prévus à l'article 6 du présent arrêté.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 11. L'article 5, § 2, du présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2004.

Art. 12. Notre Ministre de la Protection de la consommation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 juin 2001.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Protection de la consommation,
Mme M. AELVOET

—

Annexe

1° Principes de sécurité à respecter lors de la conception et de la fabrication :

1.1. l'attraction doit être fabriquée de façon à ce qu'elle puisse fonctionner et être réglée et entretenue sans que l'on soit exposé à des dangers au point de vue de la sécurité lorsque ces actes sont accomplis dans les circonstances fixées par le fabricant;

1.2. les précautions prises doivent veiller à exclure tout danger pendant la durée de vie escomptée de l'attraction, même si les dangers résultent de circonstances anormales prévisibles;

1.3. pour choisir les solutions les plus adéquates, on doit appliquer les principes suivants dans l'ordre indiqué :

— exclure ou limiter au maximum les dangers en intégrant de façon optimale l'aspect de sécurité dans la conception et la fabrication de l'attraction;

— prendre les précautions de sécurité nécessaires pour les risques ne pouvant être exclus;

— signaler les dangers encore existants en raison du manque d'efficacité des précautions de sécurité prises, indiquer si une formation particulière est exigée et signaler que certains équipements de protection individuelle doivent être utilisés;

1.4. lors de la conception et de la fabrication d'une attraction ainsi que de l'élaboration du mode d'emploi, on ne doit pas seulement envisager une utilisation normale de l'attraction mais aussi une utilisation raisonnablement prévisible;

1.5. une attraction doit être conçue de façon à éviter toute utilisation anormale si celle-ci comporte des dangers. Le cas échéant, le mode d'emploi doit attirer l'attention sur l'utilisation à déconseiller;

HOOFDSTUK IV. — *Overgangsmaatregelen*

Art. 10. Voor attractietoestellen die reeds in gebruik zijn op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, hierna deze datum genoemd, dient de uitbater, eventueel bijgestaan door derden, in afwijking van dit besluit,

1° ten laatste zes maanden na deze datum :

a) de risicoanalyse zoals bedoeld in artikel 3, § 2, van dit besluit, uit te voeren;

b) de preventiemaatregelen, zoals bedoeld in artikel 4 van dit besluit, die werden vastgesteld ter voorkoming van ernstige risico's, waarbij directe verbetering is vereist, toe te passen tijdens de uitbating van het attractietoestel;

c) een inspectie- en onderhoudsschema, zoals bedoeld in artikel 5 van dit besluit, op te stellen;

d) een regularisatieprogramma op te stellen dat aangeeft welke maatregelen zullen worden genomen;

2° ten laatste twee jaar na deze datum :

a) het regularisatieprogramma uit te voeren;

b) de preventiemaatregelen, zoals bedoeld in artikel 4 van dit besluit, toe te passen tijdens de uitbating van het attractietoestel;

c) de waarschuwingen en opschriften, zoals bedoeld in artikel 6 van dit besluit, te voorzien.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 11. Artikel 5, § 2, van dit besluit treedt in werking op 1 januari 2004.

Art. 12. Onze Minister van Consumentenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 juni 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Consumentenzaken,
Mevr. M. AELVOET

—

Bijlage

1° Bij het ontwerp en de vervaardiging te eerbiedigen veiligheidsbeginselen :

1.1. het attractietoestel dient zodanig te zijn vervaardigd dat het kan functioneren en kan worden afgesteld en onderhouden zonder dat men aan gevaren voor de veiligheid blootstaat wanneer deze handelingen worden voltrokken onder door de fabrikant vastgestelde omstandigheden;

1.2. de getroffen voorzieningen moeten erop gericht zijn elk gevaar gedurende de te verwachten levensduur van het attractietoestel uit te sluiten, ook wanneer de gevaren het gevolg zijn van voorzienbare abnormale omstandigheden;

1.3. om de meest passende oplossingen te kiezen, moet men de volgende beginselen toepassen in de opgegeven volgorde :

— de gevaren uitsluiten of zoveel mogelijk beperken door het aspect veiligheid optimaal te verwerken in het ontwerp en bij de vervaardiging van het attractietoestel;

— de noodzakelijke beveiligingsvoorzieningen treffen voor gevaren die niet kunnen worden uitgesloten;

— de gevaren signaleren die nog aanwezig zijn als gevolg van een niet volledige doelmatigheid van de getroffen beveiligingsvoorzieningen, aangeven of een bijzondere opleiding is vereist en signaleren dat bepaalde persoonlijke beschermingsmiddelen moeten worden gebruikt;

1.4. bij het ontwerpen en vervaardigen van een attractietoestel alsmede bij de opstelling van de gebruiksaanwijzing moet men niet alleen uitgaan van een normaal gebruik maar tevens van het redelijkerwijze te verwachten gebruik daarvan;

1.5. een attractietoestel dient zodanig te zijn ontworpen dat abnormaal gebruik, indien gevaarlijk, wordt voorkomen. In voorkomend geval dient de gebruiksaanwijzing de aandacht te vestigen op te ontraden gebruik;

1.6. dans les circonstances d'utilisation pour lesquelles l'attraction est prévue, les nuisances, la fatigue et la charge psychique de celui qui doit manier l'attraction doivent être réduites au minimum, compte tenu des principes de l'ergonomie;

1.7. lors de la conception et de la fabrication, on doit tenir compte des obstacles que celui qui va utiliser l'attraction peut rencontrer par l'utilisation nécessaire ou prévisible d'équipements de protection individuelle;

1.8. l'attraction doit être livrée avec tous les équipements et accessoires spéciaux qui sont essentiels pour prévenir les dangers lors du montage, du démontage, du transport, du réglage, de l'entretien et de l'utilisation;

2° Aspects des risques à prendre en compte lors de la conception, de la fabrication, du placement, de la mise en place et de l'exploitation, si d'application :

2.1. dangers résultant de la portance insuffisante de l'attraction, compte tenu de la résistance, de la rigidité et de la capacité de déformation des matériaux appliqués;

2.2. dangers résultant de la perte d'équilibre de l'attraction, compte tenu du soutènement de l'attraction, du sol et de la fixation de l'attraction à celui-ci, ainsi que des charges éventuelles de l'attraction;

2.3. dangers résultant de l'énergie électrique appliquée;

2.4. dangers résultant de l'énergie mécanique, pneumatique ou hydraulique;

2.5. dangers résultant d'un défaut du circuit de commande ou de défauts dans l'approvisionnement d'énergie;

2.6. dangers résultant de l'utilisation de l'attraction, parmi lesquels la chute, la coupure, l'étranglement, le coincement, l'étouffement, la strangulation, la noyade, le choc et la surcharge du corps;

2.7. dangers résultant de l'accessibilité de l'attraction, y compris l'accessibilité en cas de panne, d'état d'urgence et d'évacuation;

2.8. dangers résultant d'interactions éventuelles de l'attraction et des utilisateurs avec l'environnement et le public;

2.9. dangers résultant du milieu ambiant dans les espaces clos, y compris le manque de ventilation et de luminosité;

2.10. dangers résultant de possibilités déficientes d'entretien;

2.11. dangers résultant du montage, du démontage et du maniement de l'attraction;

2.12. dangers résultant d'un incendie;

2.13. dangers résultant de rayonnements néfastes;

2.14. dangers résultant de l'exposition à des substances chimiques;

2.15. dangers résultant du manque d'éclairage de l'environnement;

2.16. dangers résultant de la distance insuffisante par rapport à d'autres attractions et éléments environnants;

2.17. dangers résultant d'une possibilité insuffisante de surveillance;

2.18. dangers résultant d'un mauvais entretien et d'une gestion déficiente;

2.19. dangers résultant de modifications profondes à l'attraction;

2.20. dangers résultant d'un manque d'information aux consommateurs en ce qui concerne les risques;

2.21. dangers résultant de l'impossibilité d'obtenir des équipements de protection individuelle;

2.22. dangers résultant du manque de connaissance, de formation et d'expérience du personnel de service;

2.23. dangers résultant du vandalisme.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 10 juin 2001 relatif à l'exploitation des attractions.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Protection de la consommation,

Mme M. AELVOET

1.6. onder de gebruiksomstandigheden waarvoor een attractietoestel is bestemd moeten hinder, vermoeidheid en psychische belasting van degene die het attractietoestel zal bedienen tot een haalbaar minimum beperkt blijven, rekening houdend met de beginselen van de ergonomie;

1.7. bij het ontwerp en de vervaardiging dient men rekening te houden met de belemmeringen die diegene die het attractietoestel zal bedienen kan ondervinden door een noodzakelijk of te voorzien gebruik van persoonlijke beschermingsmiddelen;

1.8. het attractietoestel moet worden geleverd met alle speciale uitrustingen en accessoires die essentieel zijn voor het voorkomen van gevaren bij montage, demontage, transport, afstelling, onderhoud en gebruik;

2° Bij het ontwerp, vervaardiging, plaatsen, opstellen, opbouwen en uitbaten in acht te nemen gevaarsaspecten, voorzover van toepassing :

2.1. gevaren ten gevolge van onvoldoende draagkracht van het attractietoestel, rekening houdend met de sterkte, stijfheid en de vervormingscapaciteit van de toegepaste materialen;

2.2. gevaren ten gevolge van het verlies van evenwicht van het attractietoestel, rekening houdend met de ondersteuning van het attractietoestel, de aanwezige ondergrond en de verankering van het attractietoestel hierin, alsmede mogelijke belastingen van het attractietoestel;

2.3. gevaren ten gevolge van de toegepaste elektrische energie;

2.4. gevaren ten gevolge van de toegepaste mechanische, pneumatische of hydraulische energie;

2.5. gevaren ten gevolge van een defect in het bedieningscircuit of defecten in de energievoorziening;

2.6. gevaren ten gevolge van het gebruik van het attractietoestel, waaronder vallen, snijden, beklemming, afklemming, verstikking, wurging, verdrinking, botsen en overbelasting van het lichaam;

2.7. gevaren ten gevolge van de toegankelijkheid van het attractietoestel, hierbij inbegrepen de toegankelijkheid bij defecten, noodsituaties en evacuaties;

2.8. gevaren ten gevolge van mogelijke interacties van het attractietoestel en de gebruikers met de omgeving en omstanders;

2.9. gevaren ten gevolge van het klimaat binnen omsloten ruimten, waarbij inbegrepen onvoldoende ventilatie en onvoldoende verlichting;

2.10. gevaren ten gevolge van gebrekkige onderhoudsmogelijkheden;

2.11. gevaren ten gevolge van het monteren, demonteren en hanteren van het attractietoestel;

2.12. gevaren ten gevolge van brand;

2.13. gevaren ten gevolge van hinderlijke straling;

2.14. gevaren ten gevolge van blootstelling aan chemische stoffen;

2.15. gevaren ten gevolge van onvoldoende omgevingsverlichting;

2.16. gevaren ten gevolge van onvoldoende afstand tot andere attractietoestellen en omgevingselementen;

2.17. gevaren ten gevolge van onvoldoende mogelijkheden tot toezicht;

2.18. gevaren ten gevolge van gebrekkig onderhoud en beheer;

2.19. gevaren ten gevolge van ingrijpende wijzigingen aan het attractietoestel;

2.20. gevaren ten gevolge van een gebrek aan informatie aan de consumenten met betrekking tot de aanwezige risico's;

2.21. gevaren ten gevolge van de onmogelijkheid om persoonlijke beschermingsmiddelen te verkrijgen;

2.22. gevaren ten gevolge van onvoldoende kennis, opleiding en ervaring van het bedienend en toezichhoudend personeel;

2.23. gevaren ten gevolge van vandalisme.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 10 juni 2001 betreffende de uitbating van attractietoestellen.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Consumentenzaken,

Mevr. M. AELVOET